

# Les 10 chiffres qui montrent l'état préoccupant de la Région bruxelloise

**Le vide semble être la seule option qui figure sur la table des négociateurs bruxellois actuellement. Car aucun parti ne semble disposé, à ce stade, à reprendre la main.**

Alors qu'Yvan Verougstraete a jeté l'éponge mardi en tant que formateur bruxellois, la Région bruxelloise s'enfonce toujours plus dans la crise. Le vide semble être la seule option qui figure sur la table des négociateurs actuellement. Car aucun parti ne semble disposé, à ce stade, à reprendre la main alors que toutes les pistes semblent avoir été tentées. *“Il ne se passe rien”*, observe une source bruxelloise. *“Nous sommes dans une période de flottement.”*

La reconstitution d'un axe MR-PS semble le seul attelage susceptible de réellement tenir la route, mais les relations entre le PS et le MR sont détestables depuis [l'échec de la tentative de Georges-Louis Bouchez et d'Ahmed Laaouej de confectionner un budget.](#)

Pour ne rien arranger, l'axe MR-Engagés, qui formait la colonne vertébrale des négociations bruxelloises depuis le 9 juin, a volé en éclats depuis que le président des Engagés a exclu le MR des négociations.

Côté néerlandophone, la situation est encore plus inextricable. Le veto persistant du PS contre la N-VA a empêché les néerlandophones de mettre en place la coalition sur laquelle ils s'étaient entendus, plaçant la Région bruxelloise sur les rails d'une crise dont elle ne parvient plus à dévier. Depuis lors, l'Open VLD a bloqué successivement toutes les propositions récentes de coalitions, parce qu'elles ne comprenaient pas la N-VA, parce que l'effort budgétaire proposé n'était pas suffisant, ou les deux.

Ce blocage est d'autant plus inacceptable que la Région bruxelloise se trouve dans une situation problématique à plusieurs égards. *La Libre* a choisi de mettre en avant 10 chiffres qui montrent l'état préoccupant, voire de déliquescence de la capitale du pays, et de l'Europe.

## 1) 600 jours

Le vendredi 30 janvier, il y aura 600 jours que la Région Bruxelles-Capitale est laissée sans gouvernement de plein exercice, et fonctionne en affaires courantes. Le record de 541 jours sans gouvernement, détenu par le niveau fédéral, est pulvérisé depuis belle lurette.

## 2) 15,65 milliards d'euros d'une dette

Le montant de la dette brute consolidée de la Région Bruxelles-Capitale, selon l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA) est lui aussi pulvérisé. La dette de la Région a plus que triplé entre 2016 et 2024 (de 4,6 à 15,65 milliards d'euros), notamment en raison de l'accumulation des déficits annuels en augmentation.

Les efforts réalisés par le gouvernement bruxellois en affaires courantes, sous la houlette du ministre bruxellois du Budget Dirk De Smedt (Anders), ont toutefois permis de convaincre Belfius de continuer d'assumer le rôle de service bancaire de la Région bruxelloise jusqu'à la fin de 2026.

## 3) 100 millions d'euros de dette en plus chaque mois

Le déficit, qui s'élevait à 1,555 milliard d'euros courant 2025, a ainsi été ramené à 1,241 milliard d'euros fin 2025. Sur des recettes de moins de 7 milliards d'euros par an, cela reste conséquent. Cela signifie, en pratique, que la dette bruxelloise s'alourdit de 100 millions d'euros à chaque mois qui passe.

Il reste cependant de sérieux efforts à fournir avant un retour à l'équilibre. Or, les partis sont dans l'incapacité, depuis 600 jours, de s'entendre sur un budget, sans parler d'une trajectoire budgétaire à plus long terme.

Des sacrifices devront être réalisés. Certains ont déjà été consentis. La Région a accepté de combler en partie un trou budgétaire de 250 millions d'euros à la SLRB (Société du logement de la Région Bruxelles-Capitale). La Société bruxelloise devra toutefois "rembourser" la Région à hauteur de 194 millions d'euros en vendant des bâtiments, non occupés, qui figurent dans son parc immobilier.

## 4) 399 millions d'euros de charge d'intérêt

C'est le montant annuel de la charge d'intérêts de la Région bruxelloise, sur un an. Ces montants, selon l'IBSA, ont été multipliés par 4,4 en passant entre 2016 et 2024 de 91 à 399 millions d'euros. Pour rappel, en juin 2025, [l'agence de notation Standard & Poor's avait dégradé](#) la note de la Région pour la seconde fois en à peine plus d'un an, la faisant passer de A + à A avec une perspective négative. Selon un rapport du CERPE (Centre de recherche en économie régionale et politique économique de l'UNamur) de 2024, les perspectives sont assez inquiétantes si les autorités bruxelloises ne changent pas leur fusil d'épaule. En 2029, alors que la législature touchera à sa fin, la charge d'intérêts bruxelloise pourrait atteindre 548 millions d'euros. De quoi faire craindre un effet boule de neige (une hausse rapide et auto-entretenue du taux d'endettement).

## 5) 7 formateurs/informateurs

Tel est le nombre de personnalités qui, depuis les élections du 9 juin, ont à un moment pris la main pour tenter de former un gouvernement bruxellois. David Leisterh, tête de liste du MR aux dernières élections régionales, a rempli le rôle de formateur durant l'essentiel de ces négociations, [avant de quitter la vie politique nationale et régionale en octobre dernier](#). Le président du MR lui a succédé comme formateur, sans plus de succès.

Entre-temps, d'autres partis s'étaient essayés à l'exercice. En mars dernier, l'ex-leader des Engagés à Bruxelles, Christophe De Beukelaer (qui a également quitté la vie politique depuis lors), et Elke Van den Brandt (Groen, qui a été formatrice néerlandophone presque sans interruption depuis les élections) se sont essayés au rôle d'informateurs.

Et en mai 2025, [Ahmed Laaouej a également pris la main](#) pour tenter de former une majorité de gauche, avec le PTB. En septembre dernier, Frédéric De Gucht (Open VLD) a également tenté, timidement, de réunir les partis pour un tour de table.

Le président des Engagés, Yvan Verougstraete, a quant à lui par deux fois tenté sa chance, dont la dernière en date s'est conclue par un échec, ce mardi.

## 6) 96 650 chômeurs

C'est le nombre de chercheurs d'emploi inscrits par Actiris fin décembre 2025, soit une augmentation (+ 4,4 %) par rapport à décembre 2024. Le taux de chômage s'élève quant à lui à 15,4 % et est également en légère augmentation (+ 0,65 point de pourcentage) par rapport à décembre 2024. Alors que la réforme du chômage du fédéral a été lancée ce 1er janvier, plusieurs voix [se sont déjà élevées pour dénoncer l'absence de gouvernement bruxellois de plein exercice en mesure de faire face à ce changement](#), via une réforme d'Actiris mais aussi de la formation. Bruxelles est, de très loin, la Région dans laquelle ce taux de chômage est le plus élevé. Selon Statbel, le taux de chômage à Bruxelles s'élève à 13,1 % (le calcul n'est pas exactement le même que celui d'Actiris), 4,5 % en Flandre et à 7,9 % en Wallonie.

## 7) 2 184 faillites

Le nombre de faillites s'élève à 2 184 en Région bruxelloise en 2025. C'est 13,6 % de plus qu'en 2024. Cela fait de l'année 2025 la plus élevée des six dernières années en la matière. Notons, toutefois, que les faillites augmentent également dans les autres régions.

## 8) Six jours de perdus dans le trafic chaque année

Au niveau mobilité, la Région souffre également d'une circulation très importante avec un niveau moyen de congestion qui atteint 46 % en 2025, selon TomTom, et un temps moyen perdu dans les embouteillages aux heures de pointe de 146 heures (plus de 6 jours) par an. Sur ce plan, la capitale belge fait figure de 15e pire ville au monde (Lima arrive en tête). [Une proposition de taxe anti-congestion avait été mise sur la table](#) par Yvan Verougstraete, mais en l'absence de gouvernement, elle ne verra pas le jour.

## **9) 10 294 faits liés à la drogue**

Le nombre total de faits liés à la drogue a été recensé par la police en 2024 en Région bruxelloise, dont 4 217 rien qu'à la Ville de Bruxelles. C'est plus qu'en 2023 (9 885) et qu'en 2015 (7 914). Dans les autres régions du pays, ce chiffre baisse. L'emprise du trafic de drogue sur Bruxelles, on le sait, est croissante depuis plusieurs années.

## **10) 37,3 % : risque de pauvreté**

Le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Région Bruxelles-Capitale atteint près d'un Bruxellois sur 4 (37 %). Il n'est "que" de 26 % en Hainaut et de 10,2 % en Brabant flamand.

En 2024, selon l'IBSA, la Région de Bruxelles-Capitale héberge en moyenne 55 037 bénéficiaires d'un revenu versé par un CPAS. Ces bénéficiaires bruxellois représentent 28 % du total des bénéficiaires en Belgique, alors que la population bruxelloise ne représente que 11 % de celle du pays. Les personnes qui perçoivent un revenu du CPAS en 2024 correspondent à 6,5 % de la population bruxelloise de 18 à 64 ans.

## **Chiffre bonus : 43 000 Bruxellois ont quitté la Région**

En 2024, 43 102 Bruxellois ont quitté la capitale tandis que 25 109 l'ont rejointe, soit un solde négatif de 17 993 départs. Le même mouvement est à l'œuvre depuis 30 ans, même s'il a été plus important encore durant le Covid. Les chiffres 2025 ne sont pas encore disponibles. Mais Bruxelles pourrait souffrir d'une concurrence croissante de la Wallonie, où les droits d'enregistrement sont passés de 12,5 à 3 % (ils sont déjà à ce niveau en Flandre) depuis le 1er janvier 2025. Or, en Région bruxelloise, le taux reste fixé à 12,5 % (avec un abattement fiscal) et une éventuelle réforme n'est pas possible en l'absence d'un gouvernement de plein exercice (même s'il paraît acquis que Bruxelles ne pourra pas s'aligner sur les autres régions).

Paradoxalement, la population de la Région de Bruxelles-Capitale a augmenté de 0,49 %, soit de 6 198 habitants, en 2024 grâce à une migration internationale plus importante, et aux naissances plus nombreuses que les décès.

[Adrien de Marneffe](#)